



# LETTRE D'ACTUALITÉS

## DÉVELOPPEMENT DURABLE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BRASILIA

N° 39 – Semaines du 12 au 23 septembre 2022

## SOMMAIRE

### Environnement & Climat

- ❖ Le fonds souverain norvégien vise la neutralité climatique à 2050 pour les entreprises internationales (notamment brésiliennes) dans lesquelles il investit.
- ❖ Banco do Brasil prépare quatre opérations de vente de crédits carbone.

### Énergie

- ❖ Le Ministère des Mines et de l'Énergie ouvre deux consultations publiques pour la production d'électricité éolienne en mer.
- ❖ L'autoproduction d'énergie solaire croît significativement en 2022.
- ❖ L'un des principaux événements miniers d'Amérique latine, EXPOSIBRAM 2022, s'est tenu à Belo Horizonte du 12 au 15 septembre.

### Infrastructures & Transports

- ❖ Le métro de São Paulo a enregistré en août son record de fréquentation depuis le début de la pandémie et débute l'extension de la ligne 2-Verte.
- ❖ Le brésilien Ecorodovias remporte une concession autoroutière de 600 km dans l'Etat de São Paulo.
- ❖ Le projet de privatisation du port de Santos se poursuit, sans certitude d'une approbation pour 2022.

### Et Aussi

- ❖ Le groupe chinois Higer Bus va ouvrir une usine de bus électriques et à hydrogène dans la région de Pecém.
- ❖ Le gouvernement et la BNDES vont stimuler le développement de projets de transport public collectif de moyenne et grande capacité dans les régions métropolitaines brésiliennes de plus d'un million d'habitants.
- ❖ Engie Brasil Energia a vendu sa dernière usine à charbon au Brésil.

### Amazonie & Biomes brésiliens

- ❖ La déforestation a provoqué un réchauffement allant jusqu'à 3,5°C dans le Cerrado.
- ❖ Un groupe d'entrepreneurs achète des terres pour former un « corridor » de préservation dans le Pantanal.
- ❖ Le Parlement européen adopte un règlement sur la déforestation importée.

– Suivi des chiffres sur la déforestation en Amazonie légale –



## Environnement & Climat

### Le fonds souverain norvégien vise la neutralité climatique à 2050 pour les entreprises internationales (notamment brésiliennes) dans lesquelles il investit

Le **fonds souverain norvégien**, qui détient des participations dans plus de 9000 entreprises au sein de 70 pays pour un montant total de 1,2 Mds USD (1,2 Mds EUR), a annoncé le **20 septembre un nouveau plan d'action climatique** pour les entreprises dans lesquelles il investit : l'objectif est d'atteindre la **neutralité des émissions nettes de gaz à effet de serre (GES) à l'horizon 2050**, conformément à l'Accord de Paris. Le fonds souhaite explicitement **accélérer la décarbonisation de son portefeuille** afin d'éviter les risques financiers liés aux retards dans la transition environnementale.

Le volet brésilien du portefeuille représente **174 entreprises, totalisant 4,5 Mds USD (4,5 Mds EUR)** incluant des participations de 1% dans Petrobras, 2,1% dans Suzano, 2,2% dans Cosan et 3,6% dans les centres commerciaux Aliance Sonae. En mars 2022, le fonds a placé **trois entreprises sous observation, dont le brésilien Marfrig Global Foods** pour des raisons environnementales, et a annoncé avoir entamé un « **dialogue** » avec **11 entreprises** contribuant fortement à l'empreinte carbone du portefeuille, **dont Petrobras**. En 2019, le fonds avait **exclu de son portefeuille deux entreprises brésiliennes** : Vale, pour « dommages environnementaux graves », en référence aux accidents de barrages ; et Eletrobras pour « violations des droits de l'homme » dans le cadre de certains projets hydroélectriques. (Article [ici](#))

### Banco do Brasil prépare quatre opérations de vente de crédits carbone

Le Brésil s'est engagé à étudier la mise en œuvre d'un marché carbone réglementé dans les 24 mois suivant la COP26 (Glasgow). En parallèle, **le pendant volontaire de ce marché se développe dans le pays**. 4 opérations d'émission de crédits carbone sont programmées d'ici la fin du mois de septembre par **Banco do Brasil (Banque du Brésil), représentant au total l'équivalent de 500 000 T de CO<sub>2</sub> eq. et une valeur de 25 Mds BRL (4,8 Mds EUR)**. Selon le président de la banque, ces émissions, toutes issues du secteur agroalimentaire, disposeront de la **certification Verra** (référence internationale en matière de certification des crédits carbones, au même titre que Gold Standard). Les opérations seront **ouvertes aux investisseurs locaux et internationaux** ; des acteurs nord-américains et européens ont déjà manifesté leur intérêt.

Ces opérations ne sont qu'un début, **Banco do Brasil** prévoyant de **réaliser 80 opérations, également issues de son portefeuille agroalimentaire, d'ici la fin de l'année 2023**. Par ailleurs, la banque souhaite dépasser son rôle d'émetteur de crédits carbone **en devenant le 1<sup>er</sup> certificateur brésilien**, afin de réduire le coût et la durée des processus d'achat de crédits carbone pour les acteurs brésiliens. (Article [ici](#))



## Le Ministère des Mines et de l'Énergie ouvre deux consultations publiques pour la production d'électricité éolienne en mer

Le Ministère des Mines et de l'Énergie (MME) a ouvert 2 consultations publiques, jusqu'au 11 octobre prochain, pour **réglementer l'attribution de zones de production d'électricité éolienne en mer et créer un portail unique de gestion des projets d'énergie offshore**. L'Association brésilienne de l'énergie éolienne (Abeeólica) y voit une étape importante afin de développer les investissements. La proposition prévoit que l'**Agence nationale de l'énergie électrique (Aneel)** soit en charge d'organiser les **enchères pour l'attribution des concessions**, qui auront initialement une durée maximale de 10 ans. Si le calcul du coût de l'utilisation des zones sera défini par l'**Entreprise de recherche énergétique (EPE)**, les demandes d'autorisations environnementales devront être approuvées par l'**Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles (Ibama)**. Concernant la création d'un portail numérique unique pour les projets d'énergie offshore, la proposition vise à **centraliser, pour les investisseurs, la gestion et le suivi des zones concédées**. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

## L'autoproduction d'énergie solaire croît significativement en 2022

Selon l'Association brésilienne de l'énergie solaire photovoltaïque (Absolar), **la puissance installée des systèmes solaires d'autoproduction est passée de 8,4 gigawatts (GW) en décembre 2021 à 13 GW en septembre 2022** – soit 7% de la puissance électrique installée au Brésil (185 GW). L'énergie solaire autoproduite provient d'installations sur les toits, façades et terrains de résidences, commerces, industries, propriétés rurales ou encore bâtiments publics ; Absolar dénombre environ **1,2 million de systèmes solaires photovoltaïque** de ce type. Cette

augmentation s'explique principalement par la **hausse du coût de l'électricité**, ainsi que le **cadre juridique favorable** à la micro et mini-production d'énergie, qui prévoit des exemptions fiscales jusqu'en 2045. (Articles [ici](#) et [ici](#))

## L'un des principaux événements miniers d'Amérique latine, EXPOSIBRAM 2022, s'est tenu à Belo Horizonte du 12 au 15 septembre

**Organisé par l'Institut minier brésilien (IBRAM – Mineração do Brasil), cet événement a rassemblé l'ensemble des acteurs de la chaîne de production minière** avec la participation des principales compagnies minières, tant mondiales que nationales, de fournisseurs de machines, d'équipements et de services, d'institutions de recherche et d'universités, de délégations d'entreprises et de gouvernements de plusieurs pays, d'entreprises publiques et de municipalités, ainsi que de cadres et experts de haut niveau de toutes les facettes de cette industrie. Avec une surface d'exposition de 13 000 m<sup>2</sup>, 61 000 visiteurs, 450 exposants et 240 conférenciers, l'édition 2022 a remporté un franc succès. **En 2023, EXPOSIBRAM se tiendra à Belém (Etat du Pará)**. En parallèle, **le Congrès minier brésilien a rassemblé plus de 1300 participants** parmi lesquels des experts, des chercheurs et des représentants d'entreprises. Le programme comprenait des conférences, des débats, ainsi que des talk-shows sur le contexte politique et socio-économique mondial, les perspectives et opportunités d'affaires, la technologie et les innovations, l'environnement, et les investissements. **Au programme des ateliers ont figuré plusieurs sujets de développement durable (thème transversal d'EXPOSIBRAM 2022)**, parmi lesquels l'élimination des résidus et la génération durable de travail et de revenus pour les communautés présentes dans le voisinage des exploitations minières. (Article [ici](#))



## Infrastructures & Transports

### Le métro de São Paulo a enregistré en août son record de fréquentation depuis le début de la pandémie et débute l'extension de la ligne 2-Verte

Les lignes 1-Bleue, 2-Verte, 3-Rouge et 15-Argent ont connu la demande plus importante de 2022, totalisant plus de **73 M de voyages** sur le mois d'août (contre 83 M en février 2020). En effet, la fréquentation est toujours affectée par le **nouvel équilibre introduit par le télétravail** ainsi que la **crise économique** qui limite les dépenses des ménages liées aux transports.

Avec le retour de la fréquentation, le métro de São Paulo engage des investissements et bénéficiera d'un **prêt de 550 M USD (550 M EUR) de la Banque de développement d'Amérique latine (CAF) dans le cadre de l'extension de la ligne 2-Verte**. Plus grande opération entre la banque de développement et le Brésil, ce prêt représente environ **32% du budget total du projet**, de l'ordre de 8,6 Mds BRL (1,7 Md EUR). Les travaux ont déjà commencé et devraient s'achever en 2026. Ils incluent la **construction de 8,6 km de ligne**, ainsi que l'**acquisition de 22 trains**. La ligne 2-Verte transporte actuellement 838 000 passagers quotidiennement. Le gouvernement de São Paulo estime que son extension devrait profiter à 1,5 million d'utilisateurs par jour. (Articles [ici](#) et [ici](#))

### Le brésilien Ecorodovias remporte une concession autoroutière de 600 km dans l'Etat de São Paulo

Le 15 septembre dernier, un **lot de 600 km d'autoroutes dans le Nord-Ouest de l'Etat de São Paulo**, traversant les régions de São José do Rio Preto, Araraquara, São Carlos et Barretos, a été mis

aux enchères. Face à deux autres soumissionnaires (CCR et Infraestrutura Brasil Holding XXI), l'offre d'**Ecorodovias a été retenue**. Le concessionnaire gère déjà trois tronçons dans l'Etat de São Paulo, soit un linéaire total de 2600 km de routes au Brésil, désormais augmenté de 600 km. Au total, le contrat, qui sera géré par l'Agence des transports de l'Etat de São Paulo (Artesp), prévoit des **investissements de 10 Mds BRL (2 Mds EUR) en travaux de construction, ainsi que 4 Mds BRL (780 M EUR) de coûts d'exploitation** sur 30 ans. (Articles [ici](#) et [ici](#))

### Le projet de privatisation du port de Santos se poursuit, sans certitude d'une approbation pour 2022

L'Agence nationale du transport fluvial (Antaq) a **approuvé le 12 septembre dernier la privatisation de l'Autorité portuaire de Santos**, qui gère le 1<sup>er</sup> port d'Amérique latine. Selon l'Antaq, **la durée du contrat de concession sera fixée à 35 ans**. Le projet prévoit **6,3 Mds BRL (1,2 Md EUR) d'investissements**, dont 2,1 Mds BRL (409 M EUR) pour les infrastructures portuaires et 4,2 Mds BRL (819 M EUR) pour la construction du tunnel sous-marin entre Santos et Guarujá.

Dès le 13 septembre, le Ministère des Infrastructures a transmis le dossier pour **révision au Programme de Partenariats d'Investissement (PPI)**, instance fédérale pour le pilotage et la structuration des projets de désétatisation. La prochaine étape correspondra à l'**analyse par la Cour fédérale des comptes (TCU)**. Si les **observateurs et la BNDES demeurent dubitatifs**, le gouvernement fédéral maintient son objectif d'**une privatisation en 2022**. (Articles [ici](#) et [ici](#))

## &+ Et Aussi

### Le groupe chinois Higer Bus va ouvrir une usine de bus électriques et à hydrogène dans la région de Pecém

L'usine devrait commencer l'assemblage de **véhicules, dans un premier temps uniquement électriques**, en 2024. Avec une **capacité initiale de 300 à 400 bus par an** et un investissement prévu de 260 M BRL (51 M EUR) d'ici 2027, l'objectif est de doubler la production sous deux ans. (Article [ici](#))

### Le gouvernement et la BNDES vont stimuler le développement de projets de transport public collectif de moyenne et grande capacité dans les régions métropolitaines brésiliennes de plus d'un million d'habitants

Le Ministère du Développement Régional et la BNDES ont signé, le 19 septembre, un **protocole**

**d'intention** en ce sens. Des études seront menées dans 21 régions afin d'analyser la **demande pour les systèmes de métro, les trains urbains, les véhicules légers sur rail (VLT) et les bus rapides (BRT)**. Dans un second temps, un **portefeuille de projets** prioritaires sera structuré sur le modèle de concessions ou de PPP. (Article [ici](#))

### Engie Brasil Energia a vendu sa dernière usine à charbon au Brésil

Avec la **vente de la centrale thermoélectrique de Pampa Sul pour 2,2 Mds BRL (430 M EUR)**, l'entreprise clôture sa 4<sup>ème</sup> vente de centrale thermique depuis 2016 afin de se conformer à sa décision de se séparer des énergies fossiles. (Article [ici](#))



## Amazonie & Biomes brésiliens

### La déforestation a provoqué un réchauffement allant jusqu'à 3,5°C dans le Cerrado

Couvrant neuf Etats et le District fédéral, **le biome du Cerrado a perdu 46% de sa couverture végétale naturelle depuis 15 ans** en raison du remplacement de la végétation sauvage par des pâturages et des plantations. Ce phénomène a entraîné une **augmentation moyenne des températures de 1,9°C, allant jusqu'à 3,5°C dans certaines parties du Cerrado**, ainsi qu'une forte **réduction des précipitations**, avec une baisse de l'humidité annuelle atteignant 27%. Alors que la région concentre 12% des plantations mondiales de soja et 10% des exportations mondiales de bœuf, cette

double conjoncture de réchauffement et de baisse des précipitations est **préjudiciable à l'agro-industrie**, et fait craindre des situations de sécheresse et de pénurie d'eau. (Article [ici](#))

### Un groupe d'entrepreneurs achète des terres pour former un « corridor » de préservation dans le Pantanal

Par des achats directs, des dons pour des acquisitions par des tiers et l'engagement d'agriculteurs locaux pour la préservation de l'environnement, **deux groupes, appelés Aliança 5P et Serra do Amolar et composés de particuliers, ont rassemblé 5 300 km<sup>2</sup> de zones naturelles préservées dans le Pantanal**. Celles-ci se caractérisent par le fait que les

**cultures** qui dégradent les sols et les rivières ainsi que la **déforestation** y sont **interdites**. Les terres ainsi préservées représentent 3,5% de la surface du Pantanal, soit la superficie du département français du Lot-et-Garonne. L'objectif des groupes est de continuer à acheter des terres, en particulier celles particulièrement exposées à la déforestation, afin de **former de grands corridors écologiques** et de conserver le Pantanal comme le biome le plus préservé du pays. (Article [ici](#))

### Le Parlement européen adopte un règlement sur la déforestation importée

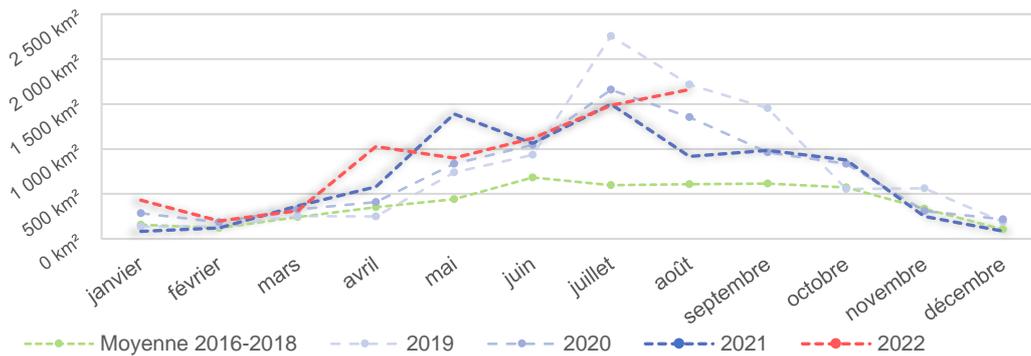
Le 12 septembre dernier, le Parlement européen a voté un projet de règlement visant à **garantir que les marchandises importées par l'Union européenne n'ont pas contribué, dans leur production, à la dégradation ou au déboisement des forêts** du monde entier. Sur la base de la proposition formulée par la Commission européenne, le Parlement européen a réalisé trois modifications majeures : **étendre la définition du terme de « forêt »**, en incluant d'autres terres boisées (comme la savane du Cerrado) ; insister sur la responsabilité des entreprises concernant le **respect des droits de l'Homme et des droits des peuples autochtones** dans leur chaîne d'approvisionnement ; et **élargir le champ d'application des produits concernés**. Si ceux-ci incluaient initialement **le café, le soja, le cacao, l'huile de palme et le bois**, la liste a été élargie afin d'inclure le **poulet, le porc, le mouton, les chèvres, la volaille, le maïs, le caoutchouc naturel, le charbon de bois, le papier**. En outre, le Parlement européen souhaite considérer décembre 2019 comme référence, tandis que la proposition initiale proposait décembre 2020. En l'état, le texte dispose que **les entreprises importatrices seront responsables de prouver qu'il n'y a pas eu de déforestation dans leur chaîne d'approvisionnement** – le niveau d'exigence variant en fonction des risques régionaux. **Des contrôles pourraient être exercés** sur la base de la

géolocalisation des cultures et de photos satellitaires. Ils pourraient donner lieu à des amendes proportionnelles aux dommages causés.

**Ce projet de règlement sur la déforestation importée fait écho à des initiatives émergentes au Brésil**, telles que le **projet de la Fédération des banques brésiliennes (FEBRABAN)** d'imposer dès 2023 des règles de vigilance visant à ne plus prêter d'argent aux abattoirs liés à la déforestation, ou encore les **recommandations formulées par un groupement d'organismes de recherche en septembre 2022 pour la préservation de l'Amazonie**, qui incluent notamment l'amélioration de la traçabilité et du contrôle des économies qui ont un impact sur la déforestation. Le projet de règlement voté par le Parlement européen suscite toutefois des **préoccupations de la part des observateurs brésiliens**, notamment concernant l'impact économique de ces mesures. En effet, les produits concernés correspondent à 40% des exportations du Brésil vers l'Union européenne, totalisant 14,5 Mds USD (14,5 Mds EUR) en 2021. Toutefois, l'impact sur l'économie brésilienne dépendra du pourcentage de ces produits dont la chaîne d'approvisionnement est responsable de déforestation ; **l'impact effectif demeure à chiffrer**.

Suite au vote du Parlement européen, le projet de règlement a fait l'objet de **commentaires par les Etats membres les 21 et 22 septembre**, à l'occasion de la réunion du groupe ad hoc « Déforestation » à Bruxelles, puis **devra recevoir l'approbation des 27 Etats membres de l'Union européenne**, avec l'ambition d'adopter le règlement avant la fin de l'année 2022. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

Evolution des alertes à la déforestation en **Amazonie légale** émises par l'Institut National de Recherches Spatiales



Période du  
1<sup>er</sup> janvier au 16 septembre

**7 922 km<sup>2</sup>**  
en 2022

**+22%**  
Par rapport à 2021

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)